

Comment Vladimir Poutine a rapidement mis au pas les oligarques



Indiscrétions d'une compagne délaissée ? Révélations d'un collaborateur remercié ? Mémoires de son cheval préféré ? Mieux que tout cela : une grille de lecture de la Russie d'aujourd'hui, preuves à l'appui, le témoignage du premier ambassadeur de France à présenter ses lettres de créances à Vladimir Poutine. Extrait de "Vivre avec Poutine" de Claude Blanchemaison, aux éditions Temporis (1/2).

Avec Claude
Blanchemaison

Dès mon arrivée à Moscou, des collègues bien intentionnés me suggèrent de discuter avec les hommes d'affaires russes les plus importants du moment, d'abord parce qu'ils connaissent la situation économique du pays, mais aussi parce qu'ils sont des acteurs politiques. J'ai suivi ce conseil et je n'ai pas été déçu. L'accueil était le plus souvent chaleureux. Beaucoup d'entre eux avaient en effet pris l'habitude de rencontrer des ambassadeurs occidentaux et certains étaient peut-être déjà inquiets du cours pris par les événements. Tous étaient familiers de la France, connaissaient Paris, passaient des vacances dans le sud ou skiaient dans les Alpes. J'ai parfois été surpris par le caractère surréaliste de ces entretiens.

Invité à prendre le thé chez Boris Bérézovski au début du mois de juillet 2000, je me retrouve face à lui dans son bureau. De l'autre côté de chaque porte-fenêtre donnant sur un jardin, un vaste écran pare-balles, légèrement fumé, sur un montant métallique : « c'est nécessaire pour notre protection », me dit mon hôte, toujours en mouvement, une théière la main. On pouvait distinguer, dans le jardin, des hommes armés et cagoulés, en combinaison noire: la protection ! Très volubile, mon interlocuteur me parle de son passé de professeur de mathématiques, de vendeur de voitures Lada, de conseiller de Boris Eltsine, qu'il a aidé à être réélu en 1996. Il dit tout le mal qu'il pense de Primakov et des nostalgiques de l'époque soviétique. Il faut continuer à aider ceux qui ont transformé la Russie au cours des dix dernières années, poursuit-il. Et c'est la raison pour laquelle je vais lancer un nouveau parti, qui regroupera les gens « actifs, intelligents et riches », me lance-t-il le plus sérieusement du monde. Il ajoute qu'il a déjà le soutien de quelques gouverneurs et de dirigeants des milieux d'affaires. Devant mon incrédulité, il tente de démontrer que la population russe n'attendait que cela. Il m'a, plus tard, rendu visite, à l'ambassade, pour poursuivre la conversation et déposer des demandes de visas pour lui-même et ses proches.

Le 17 juillet, lors d'une conférence de presse retentissante, dans les locaux de l'agence Interfax, il annonce qu'il démissionne de son mandat de député à la Douma.

De son côté, Poutine ne perd pas de temps. Dès le 28 juillet, il convoque au Kremlin Bérézovski et une vingtaine d'autres « oligarques », pour leur expliquer les nouvelles règles du jeu et leur mettre le marché en main : « le pouvoir ne remettra pas en cause les privatisations ni les fortunes que vous avez accumulées, pour autant que vous ne cherchiez plus à vous substituer aux responsables politiques ». La plupart des participants ont accepté, convaincus qu'ils ne pourraient pas faire prospérer leurs affaires s'ils s'opposaient à la volonté du Kremlin.

Boris Bérézovski s'est très vite rendu compte que son cas était particulier : il avait joué au « faiseur de roi », en poussant à la nomination de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre en août 1999; il connaissait sans doute trop de secrets sur le deuxième

mandat de Boris Eltsine ; et surtout, il contrôlait la chaîne de télévision ORT, qui allait durement critiquer la gestion catastrophique par le pouvoir du naufrage du sous-marin nucléaire « Koursk », fine fleur de la flotte russe. Il a choisi de s'exiler d'abord en France, puis en Grande-Bretagne, où il fut trouvé mort dans sa salle-de-bain, en mars 2013, après plusieurs années de procédures judiciaires, souvent perdues, sur fond de lutte avec les Services spéciaux.

Il aurait pourtant dû se douter que Poutine n'accepterait pas très longtemps que les grandes chaînes de télévision privées russes se montrent trop critiques à son égard. A la mi-juin, Vladimir Goussinski, dont la Holding « Media-Most » contrôlait la chaîne de télévision NTV, celle qui avait inventé l'émission de marionnettes politiques « Koukli », avait été arrêté pendant trois jours, notamment parce qu'il ne remboursait pas un prêt de 260 millions de dollars que lui avait consenti Gazprom-Bank. Le jour où je lui ai rendu visite, également en juillet, une brigade de contrôleurs armés et masqués opérait dans les bureaux voisins. Après avoir résisté pendant plusieurs mois, il a vendu la majorité de NTV à Gazprom et s'est exilé en Espagne.

Le troisième « Oligarque », qui n'a pas accepté le « deal » imposé par Poutine, s'appelle Mikhaïl Khodorkovski, le président de la compagnie pétrolière Youkos. Et pourtant, dans un premier temps, il a semblé s'en accommoder en déclarant : « notre rôle de manager est confirmé ». Il va donc se consacrer à moderniser la gouvernance de son groupe, associer des personnalités occidentales dans un « Conseil consultatif » et devenir la coqueluche du Forum de Davos. C'est à ce moment-là que je le rencontre, à plusieurs reprises dans son immense bureau, très « nouveau riche russe ». Il était désireux d'ouvrir son groupe et d'offrir des bourses d'étude à l'étranger à de jeunes Russes. Mais, dans le contexte russe de l'époque, il a sans doute commis deux erreurs d'appréciation. La première a consisté à financer plusieurs partis politiques russes et à laisser entendre qu'il pourrait bien, une fois épuisés les charmes du « business », être tenté par une candidature à la présidence de la Fédération de Russie. La seconde a été d'entrer en négociation avec Exxon-Mobil, pour faire entrer cette Major américaine dans le capital de la plus grande société pétrolière privée de Russie. Imaginez l'émotion au sommet de l'Etat ! Il sera finalement arrêté en novembre 2003 et inculpé de fraude fiscale et de détournements d'actifs. Condamné à douze années de prison, il sera gracié par le Président fin 2013, juste avant l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, à la suite d'une médiation de l'ancien chancelier Genscher. Il vit aujourd'hui entre Londres et la Suisse.

Extrait de "[Vivre avec Poutine](#)" de Claude Blanchemaison, aux éditions Temporis